

# L'AFFAIRE SERVIN - CASANOVA

(Suite de la page 5.)

cèrent Thorez de pratiquer l'opportunisme avec persévérance depuis 1945 et les choses allèrent si loin, semble-t-il que présentement Thorez serait contraint d'ouvrir une discussion dans le parti à la veille du XVI<sup>e</sup> Congrès qui, statutairement, doit se réunir au milieu de l'année. Sous la protection intéressée de Krouchtchev, la mise en accusant, avec recours au procédé classique de l'amalgame, n'est pas autre chose que le premier acte de la discussion préparatoire au prochain congrès. On voit d'ici quel sera le caractère démocratique des débats.

\*\*\*

Il est vrai que Thorez paraît avoir réussi la première phase de l'opération qui, menée à son terme, doit assurer un référendum plébiscite en faveur de sa politique et de sa personne, lui qui ne s'est jamais trompé, comme il le déclare périodiquement.

Il n'en apparaît pas moins certain que l'actuelle crise est grave. D'abord en raison de la personnalité des accusés, ensuite en raison des difficultés que Thorez a avec l'appareil du parti lui-même. L'affaire Marty-Tillon, l'affaire Lecur ont été menées brutalement, sans ménagement. Elles n'ont au total, dans l'appareil de l'organisation, que provoqué peu de remous. Ce n'est pas actuellement le cas. De nombreux comités fédéraux évitent de citer les noms de Casanova et de Servin dans les résolutions votées après le compte-rendu de la session du Comité central. Thorez a commencé son intervention par des paroles inhabituelles dans sa bouche : il a voulu faire observer au président de séance qu'il ne prononçait pas un discours de clôture, mais une intervention ; que la discussion continuait. Ce n'est pas le langage du bourreau qui va laisser tomber le couperet. Le ton général de l'intervention est modéré. Je ne veux pas, dit-il, la mort du pêcheur. Cette modération insolite est à la mesure des difficultés dans l'appareil même.

A la base, la discussion qui n'a fait encore que commencer se déroule dans une atmosphère différente de ce qu'on a connu dans le passé. Nombreux sont les militants qui attendent, pour se prononcer, tous les documents, notamment le discours de Thorez et le rapport de Waldeck Rochet. Le nombre de ceux pour qui cette publication n'est pas suffisante n'est pas négligeable. Des militants et même des organisations (cellules, sections) demandent la publication des interventions de Marcel Servin et de Casanova et la possibilité de s'exprimer dans la presse du parti. L'exigence de la démocratie intérieure n'avait pas encore été formulée avec autant de netteté et par autant d'adhérents. Sans doute, Thorez a encore la possibilité de continuer à régner, mais cette affaire est la plus difficile de celles qu'il a eues à surmonter. C'est une nouvelle atteinte à son prestige compromis depuis 1956 assez considérablement.

Il faut noter le réveil politique des membres du Parti communiste français. Mais les questions en litige dépassent en réalité la question de la démocratie intérieure, cependant si importante et sans laquelle un parti ne peut jouer son rôle d'éducateur et d'organisateur des masses. Il faut réaffirmer à cette occasion que la présence dans les organismes les plus responsables n'est pas incompatible avec les désaccords politiques. Et si Servin et Casanova réclament le droit de

minorité, il faut les soutenir. Il y avait des tendances dans le Parti bolchevique.

Mais il faut aussi encourager les membres du P.C.F. à poser le problème politique de la lutte contre le gaullisme : Après de Gaulle, pour quoi lutterons-nous ?

C'est dans cette perspective qu'il faut aborder le problème des garanties et non pas comme le fait Thorez. Pour lui les garanties sont avant tout des garanties à accorder à la bourgeoisie « libérale ». On n'a que faire d'accorder des garanties aux bourgeois. Les organisations ouvrières non communistes ont seules droit aux garanties. Ces garanties se résument toutes en une seule. Elle s'appelle multiplicité des partis ouvriers dans un régime de transition.

Dans les questions politiques, les militants du P.C.F. sont moins à l'aise. Dans l'ensemble, ils ont pour le moment encore des difficultés à comprendre que la ligne de la démocratie renouée est une réédition des erreurs de la Libération. Et il n'existe nul leader sans doute pour les aider. Servin, Casanova, Thorez, quelles que puissent être leurs divergences, sont, pour l'essentiel des défenseurs de la ligne du XV<sup>e</sup> Congrès. Il n'existe entre eux que des divergences sur la tactique. Ils ont des conceptions stratégiques communes.

Cependant, l'étude approfondie de divergences sur la tactique peut conduire à repenser la ligne politique dans son ensemble. Et la crise actuelle sera un facteur de maturation pour les militants.

R. MERLIN.

## L'Automobile

(Suite de la page 9.)

Or, les « compacts » fabriquées en Amérique sont d'un prix de revient élevé compte tenu du fort coût de la main-d'œuvre aux U. S. A. Mais en Angleterre et en Allemagne, où les taux horaires comparés à une base 100 pour les U. S. A. donneraient respectivement 37 et 24 (21 pour la France et 18 pour l'Italie), des prix de revient plus intéressants pourraient être obtenus. A ce titre, et pour la mise en route de chaînes, General Motors et Ford seraient prêts à investir respectivement environ 500 millions de dollars et 380 millions de dollars dans les trois années à venir. Cette opération se doublerait de la conquête de marchés en Europe et de la réexportation à grands profits de voiture vers les U. S. A.

Ce mécanisme doit être retenu comme une éventualité car il se traduit par un accroissement du chômage déjà très important aux U. S. A., mais comme il est probable que les marchés européens ne peuvent être repris que de l'intérieur — les prix d'exportation U. S. sont trop élevés pour l'Europe dans l'automobile — l'opération peut être tentée.

(A suivre.)

---

Par suite de l'abondance de matières nous nous sommes vus forcés de reporter au prochain numéro de LA VERITE DES TRAVAILLEURS la suite de notre étude sur la situation dans l'Automobile.